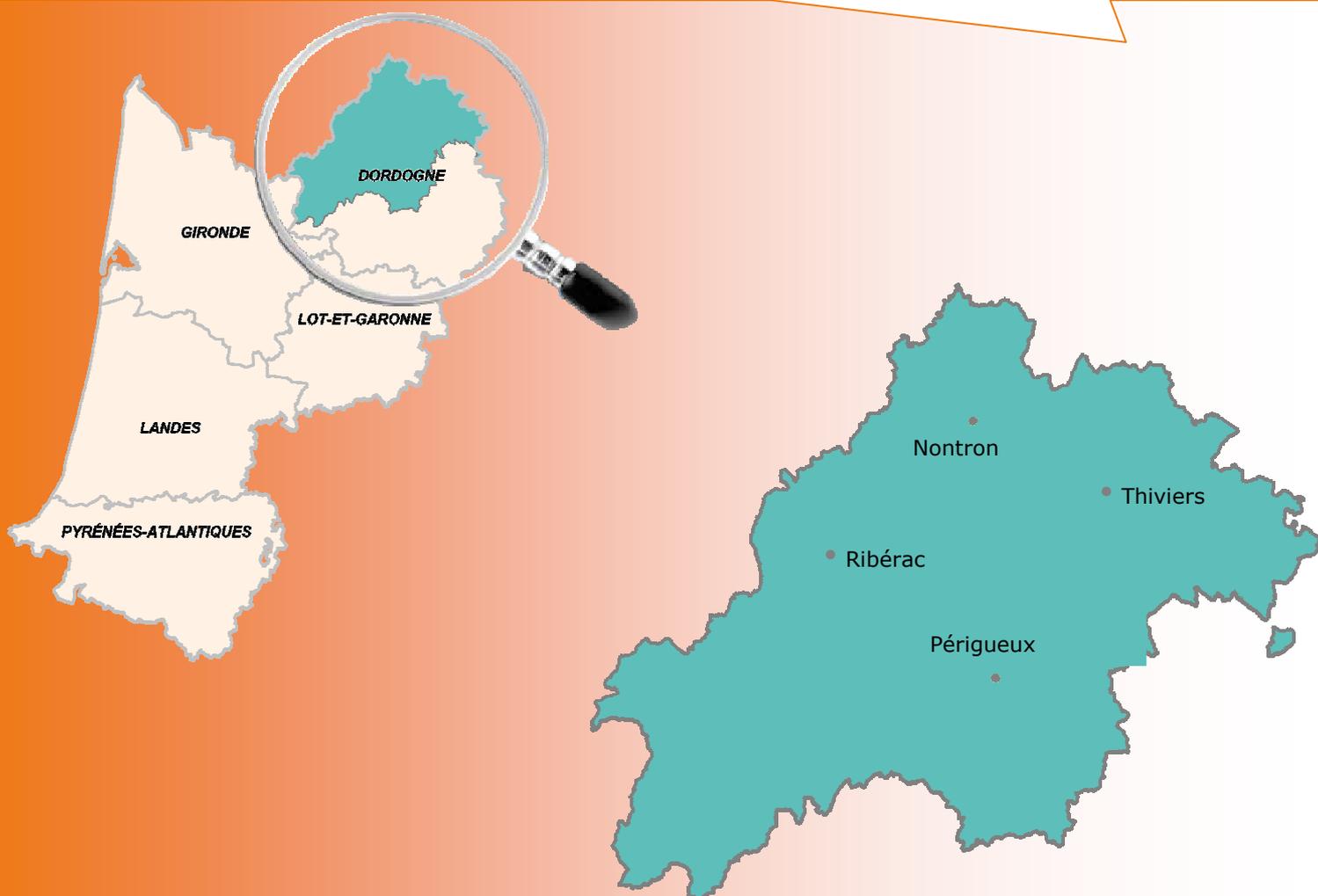


# REGION AQUITAINE



## Traits de Territoire sur la relation Formation – Emploi 2013

-----  
Zone d'Animation Territoriale

Nord Dordogne

## **PRESENTATION DES TRAITES DE TERRITOIRE SUR LA RELATION FORMATION EMPLOI**

L'objet de cette production est d'identifier les enjeux et les lignes de besoins en matière de formation professionnelle continue sur les territoires de l'Aquitaine.

La présentation du territoire aquitain est faite sur un découpage par zones d'animation territoriale, définies par la collectivité régionale. Les orientations 2012 de la politique régionale de formation professionnelle prennent appui sur le renforcement de l'animation territoriale et sectorielle.

Les **Commissions Formation Emploi**, les plateformes d'accès à la qualification, espaces d'animation locale, permettent d'établir un dialogue avec les partenaires socio-économiques pour une analyse des besoins co-construite et partagée. L'approche est faite soit par secteurs d'activité, soit suivant les caractéristiques de la population visée sur le territoire, soit au travers des spécificités territoriales. Cette remontée des besoins est ensuite structurée, concertée à l'échelon régional.

Deux approches se complètent dans la présentation, l'une sur l'aspect structurel de la relation formation emploi du territoire étudié, l'autre sur les thèmes marquants dans l'actualité ou qui constituent un enjeu spécifique partagé par les partenaires.

Juin 2013

## I – Les traits saillants du territoire

La zone étudiée se situe à l'extrémité Nord-Est de l'Aquitaine. Elle réunit 55% de la population et recouvre la même part du territoire départemental à

**Un territoire hétérogène aux confins de l'Aquitaine** qui elle emprunte un grand nombre de caractéristiques dominantes. Mais en son sein, elle présente des hétérogénéités au moins aussi prononcées que les différences qui distinguent les départements aquitains. De plus, les évolutions récentes sont marquées par un renforcement de ces inégalités territoriales.

La zone d'étude apparaît comme un territoire peu urbanisé, organisé autour du pôle que constitue l'agglomération périgourdine à qui elle doit son dynamisme démographique, qui, toutefois, n'atteint pas celui constaté sur l'ensemble de l'Aquitaine (+6% contre +10% - RGP 2009 et 1999). En fait, trois sous-territoires distincts ressortent de l'analyse socio-géographique.

Au centre, l'agglomération et sa zone d'influence (bassin de vie) concentrent la moitié de la population concernée. C'est une partie démographiquement active (+6%) du fait notamment de la densification marquée de sa couronne périphérique.

**Un essor démographique relatif circonscrit à son pôle urbain et aux principaux axes de communication** Les jeunes (15-25 ans) y sont nombreux et

représentent 18% de la population. La partie ouest, structurée le long de la vallée de l'Isle et des nombreuses voies de communication qui la traversent connaît un bel essor (+11%). Enfin, le grand croissant Nord, rural (de St Aulaye à Excideuil) connaît un retour à la croissance démographique ces dernières années (+2%) pour se rapprocher en 2009 du niveau de population de 1990.

Ceci est principalement dû à un gain migratoire, supérieur au solde naturel qui reste négatif et qui n'y enrayer pas le vieillissement déjà marqué de la population.

Même s'il affiche une densité d'emplois au km<sup>2</sup> presque deux fois moindre, le tissu économique qui recouvre la zone d'animation territoriale est, dans ses grands traits dominants,

**Un tissu économique peu dense en emploi**

conforme à celui de l'Aquitaine, à ceci près que la sphère publique (emplois et établissements) et certains secteurs industriels y tiennent une place plus importante. Il connaît le même mouvement de tertiarisation, mais à un rythme moindre notamment en ce qui concerne les services aux entreprises. Sur la période 2011/07, les emplois salariés hors agriculture (URSSAF) régressent sous l'effet de la crise alors qu'ils se maintiennent en Aquitaine. Ce repli se stabilise en 2011.

Les reculs les plus marqués sur ces cinq années concernent les secteurs de la production (BTP, industries manufacturières, emploi intérimaire), «l'assurbanque» et certains services aux personnes. En atténuation, des secteurs progressent malgré la crise : il s'agit de l'hôtellerie restauration et du sanitaire et social, qui restent dynamiques en création d'emploi.

Concernant le secteur industriel, la destruction d'emplois liés à la crise a surtout affecté

**Une accélération des mutations industrielles sous l'effet de la crise** les industries traditionnelles (IAA, Bois,

Cuir, Verrerie). En 2011, ce déclin semble se stabiliser concernant les industries du bois ; le secteur du cuir marque un net rebond. Enfin, et à l'inverse de la tendance générale, le secteur de l'électronique poursuit depuis 2007 sa progression à un rythme soutenu.

Sur le Nord-Dordogne, du fait d'une baisse significative en 2012, des reprises d'entreprise (-21%) et des créations d'entreprise artisanales, commerciales et industrielles (-12%) associée à une augmentation des suppressions (+36%), le solde démographique des entreprises est en nette baisse. Ce ralentissement touche à peu près dans les mêmes proportions les différentes filières, excepté celle bâtiment qui présente une certaine stabilité. Il est par contre très marqué sur le Nontronnais où le solde est en baisse de près de 60%.

Cette décélération globale s'accompagne de celle enregistrée dans l'auto-entrepreneuriat : les suppressions d'auto-entreprises augmentent fortement en 2012.

**L**a répartition géographique des activités économiques marchandes (non agricoles), leurs évolutions récentes conduisent à différencier 3 territoires distincts à l'examen des évolutions sectorielles de l'emploi (URSSAF 2007-2011) :

**L'Agglomération Périgourdine** connaît une situation et des évolutions très comparables à celles enregistrées au niveau Aquitain. Elle reste marquée par une surreprésentation du commerce, des services et des administrations publiques.

Les emplois dans la construction et l'industrie y ont progressé plus vite sur la dernière décennie. L'évolution positive des emplois salariés a connu un coup d'arrêt entre 2008 et 2010 puis se stabilise à nouveau en 2011. Les principaux secteurs sont affectés excepté l'hôtellerie-restauration et le secteur santé-social.

Le tissu industriel reste une composante forte du **Périgord Vert** qui avec une prédominance des TPE et de l'emploi non-salarié (artisanal et agricole) se distingue des autres territoires aquitains : forte surreprésentation de la sphère productive dans l'emploi local.

Les effets de la crise de 2008 se traduisent par des évolutions marquées et rapides dans le domaine de l'emploi. Les baisses constatées sur les 5 dernières années, se font au même rythme que sur le département et sont imputables principalement au secteur du BTP et à l'emploi intérimaire. Les emplois de services et industriels, après une sensible baisse en 2009, retrouvent leur niveau d'avant la crise, spécialement grâce au dynamisme récent des industries du cuir et l'agro-alimentaire.

**La vallée de l'Isle**, malgré son dynamisme démographique et une augmentation des effectifs dans les PCS supérieures (cadres), connaît une évolution défavorable des emplois locaux. La zone « exporte » bon nombre de ses actifs (travaillant en dehors de la zone), en bien plus grande proportion que les autres zones périphériques.

La tertiarisation y est plus forte que dans le Périgord Vert, notamment par l'importance du secteur sanitaire et social qui connaît, en nombre d'emplois, un essor important sur la période récente et qui ne compense que partiellement le déclin des autres secteurs notamment dans l'industrie.

**D**ans ce contexte économique, les métiers saillants sur la zone par rapport à l'Aquitaine sont ceux des industries traditionnelles encore nombreux (bois, cuir, etc.), de la fonction publique, de l'artisanat, des services aux particuliers, de la santé/action sociale. Le renouvellement de certaines de ces familles professionnelles, par la délivrance des qualifications qu'elles requièrent constitue un enjeu important.

C'est le cas notamment des métiers de l'artisanat, de la santé et de l'action sociale qui présentent en plus grande proportion des actifs proches de leur fin de carrière.

**L**es effets de la crise économique vécue depuis 2008 sont encore perceptibles sur le territoire en 2012. Le nombre de demandeurs d'emploi a poursuivi son augmentation à un rythme similaire à celui enregistré à l'échelon régional.

En fin d'année, le taux de chômage s'établit sur la zone à 10,7%, très légèrement supérieur au taux régional (10,2%). Cette évolution d'ensemble sur la zone masque des situations parfois contrastées sur le territoire :

- Sur le Nord-Dordogne l'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi s'est fortement ralentie par rapport à 2011 notamment pour les femmes cat A (+3,3%). Le taux de chômage y est historiquement plus bas que sur les autres territoires de Dordogne
- L'agglomération périgourdine enregistre un taux de chômage supérieur à la moyenne régionale et le plus haut pourcentage régional de jeunes au sein de la DEFM (18,9%).

**A** lors qu'elle concentre plus de 6% des demandeurs d'emploi d'Aquitaine, la zone étudiée ne recueille en 2012 que 4,6% des offres d'emploi. En effet leur nombre a connu une baisse très marquée par rapport à l'année 2011 (-27%). Les plus fortes régressions concernent les offres saisonnières

**Un marché de l'emploi en régression ...**

non qualifiées dans le domaine de l'agriculture, de l'animation socio-culturelle, de la restauration et des industries de process. Ces baisses enregistrées en 2012 s'expriment de la même manière (en agriculture et en restauration notamment) sur les projets de recrutements en 2013 (moins 21% selon l'enquête BMO-Pôle Emploi).

**DEFM cat ABC Evolution 2012 :**

**Agglo**  
Périgieux +9,4%  
Nord Périgord +8,7%  
Dordogne +7,9%  
Aquitaine +8,2%

**L**es familles professionnelles les plus en tension sur la zone sont, en 2012 comme en 2011, celles correspondant à l'agriculture, la santé/l'action

**Mais des tensions qui demeurent et certaines qui apparaissent ...**

sociale, culturelle et sportive, l'hôtellerie-restauration, l'alimentation et aux spécialités industrielles (industries de process et de maintenance). Toutefois, du fait de la raréfaction de l'emploi, les difficultés de recrutement sont jugées par les employeurs (enquête BMO) moins importantes que l'année précédente. Deux phénomènes nouveaux

**Les métiers du cuir à nouveau en tension** apparaissent de façon nette. D'une part, la forte recrudescence des offres d'emplois dans le secteur du cuir. Les ouvriers de ce secteur sont devenus la famille professionnelle la plus en tension sur le territoire. D'autre part, dans le secteur du bâtiment et principalement du gros-œuvre, les offres d'emploi non qualifié (+13%) se substituent aux offres d'ouvrier qualifié (-39%).

**E**n 2008 (RGP), le niveau de formation des actifs de la zone est caractérisé par un taux bien supérieur (+7 points) des bas niveaux de qualification

**Une plus grande proportion d'actifs non qualifiés :**

**Nord Dordogne : 42%**  
**Aquitaine : 35%**

(infra CAP/BEP). Dans les zones plus rurales (Périgord Vert, Vallée de l'Isle), la moitié des

actifs ne possède pas le niveau V. Enfin, si depuis 1999, on observe une tendance à l'élévation plus rapide des niveaux de qualification, le déficit en actifs diplômés de niveau supérieur est très marqué. Certes, le tissu économique propose des emplois de faible niveau de qualification (agriculture, industries agro-alimentaires et manufacturières), mais, dans un contexte de mutations économiques et industrielles, ce déficit en main d'œuvre de niveau de qualification suffisant peut constituer un frein aux évolutions en cours.

**A**près une année de forte baisse en 2009, puis de stabilisation en 2010-2011, l'année 2012 se solde

**Entrées en formation rapportées à la DEFEM :**

**Nord Dordogne : 12,9%**  
**Aquitaine : 10,8%**

par une forte augmentation des entrées en formation des demandeurs d'emploi de la zone.

Ainsi, près 13% du nombre

moyen de chômeurs inscrits entrent en formation. Cette augmentation s'explique par la montée en charge des dispositifs financés par Pôle-Emploi et les OPCA dans le cadre du CSP. Le Programme Régional de Formation représente plus de la moitié de ces parcours. Comme tous les ans, entre 950 et 1000 stagiaires de la ZAT ont accédé, en 2012, au PRF, la moitié des parcours préparant directement à un métier (en 2011, 79% d'entre eux ont obtenu une qualification).

Si les contrats d'apprentissage se maintiennent globalement avec une très légère hausse de 1% en un an, les contrats de professionnalisation connaissent une baisse de 12%, moins importante que celle de l'année 2011.

**L'**observation de la cartographie de l'offre de formation renvoie l'image d'un bassin de formation fortement concentré sur l'agglomération périgourdine : la majorité des établissements recrutant sur la zone y ont leur siège. Tous niveaux et voies confondus, l'essentiel des spécialités de formation est représenté.

**P**our ce qui concerne les besoins en compétences de niveau V à IV générés par l'évolution des filières économiques de la zone :

- Dans le secteur industriel le plus représentatif et le moins affecté par la crise, où les emplois proposés (opérateurs de l'agroalimentaire, des industries de process) sont généralement peu qualifiés et parfois difficiles à pourvoir du fait de leur faible

**Des dispositifs de formation qui doivent répondre à des besoins structurels propres au territoire**

attractivité, les besoins s'expriment davantage en termes d'orientation, de mobilisation et de pré-qualification de la main d'œuvre disponible sur le marché du travail. Sur d'autres types d'emplois industriels, plus qualifiés (maintenance, mécanique, etc.), l'éclatement et la diversité des besoins en compétence rendent plus difficile l'organisation de filières locales de formation. Enfin, le regain d'activité constaté ces dernières années dans la filière cuir génère un nouveau besoin en qualifications pour lequel, il importe d'organiser rapidement une filière de formation continue (Cf Chapitre suivant).

- L'importance relative du secteur sanitaire et social (emplois en structure comme au domicile) sur la zone, démographiquement dynamique mais vieillissante, et le besoin de renouvellement des personnels dans les années à venir, constituent un enjeu fort pour l'appareil de formation professionnelle de ce domaine, toutes voies confondues.
- A plus court terme, l'appareil de formation doit être mis au service des besoins observés sur le marché de l'emploi et concerner des métiers ciblés sur lesquels des phénomènes de tension peuvent être observés : le bâtiment mais surtout les travaux publics et, plus récemment, les métiers de bouche, l'hôtellerie-restauration, la maintenance...

**E**n zones rurales périphériques, les besoins en compétence (limitée le plus souvent au niveau V) suggèrent à la Formation Professionnelle Continue un rôle d'ajustement, axé sur l'adaptation des compétences à l'emploi et adossé à une politique d'orientation professionnelle active de la main d'œuvre disponible vers des spécialités et des métiers peu attractifs offrant des opportunités (service aux personnes, agriculture, artisanat, industries).

## II – Les enjeux formation emploi de la zone d'animation territoriale

### Vers un pôle d'excellence métiers du cuir et du luxe

Le projet de développer un pôle d'excellence de formation aux Métiers du Cuir et du Luxe sur le Nord-Dordogne est né de plusieurs éléments de contexte et d'une volonté politique de la Région.

Après d'importants mouvements de restructuration, notamment dans le secteur des articles chaussants, le Nord-Dordogne reste caractérisé par la vitalité et le développement d'un certain nombre d'entreprises de transformation du cuir : Chaussure (Repetto, Fargeot, Constant Bossi), Maroquinerie (Hermès), Sellerie (CWD).

Ces entreprises connaissent des évolutions qui génèrent aujourd'hui de nouveaux besoins en main d'œuvre (renouvellement et recrutements nouveaux) et en compétence alors même que l'offre de formation initiale a quasiment disparu.

L'initiative de l'entreprise Repetto, soutenue par les pouvoirs publics et qui visait à former sur le territoire et sur ses métiers la main d'œuvre nécessaire au développement

de sa production a constitué une première étape en matière de réponse à ce besoin.

Partant de ces constats, le Conseil Régional, en partenariat avec OPCALIA (organisme collecteur de la filière), a souhaité étudier l'opportunité et la faisabilité de la création d'un centre pérenne de formation sur le territoire. A l'instar de l'Aérocampus de Latresne dans le domaine de l'aéronautique, ce pôle d'excellence permettrait de proposer à un ensemble d'entreprises du cuir de la Région Aquitaine et des zones frontalières (Limousin, Charente) des formations à destination des salariés en poste et des demandeurs d'emploi candidats aux emplois proposés.



Métiers du cuir  
en 2012  
sur le Nord-Dordogne  
(Coupe, préparation  
et finition, montage  
assemblage) :  
Offres d'emploi : 78  
Demandeurs  
d'emploi

### Le recrutement et la qualification : un enjeu fort pour la filière

L'étude réalisée par le Centre Technique du Cuir auprès d'un échantillon d'entreprises susceptibles d'être concernées par le projet confirme que :

- Malgré la difficulté à se projeter à plus d'un an, les besoins en recrutement et formation existent dans les secteurs de la Chaussure mais surtout de la Maroquinerie. La quasi-totalité des entreprises estiment que le recrutement du personnel constitue leur problématique majeure (avec l'approvisionnement en matières premières)
- Les besoins en formation sont importants et concernent autant les salariés en postes que les nouveaux entrants. L'augmentation de la technicité des produits et de l'exigence des clients sont les principales évolutions dans ces secteurs d'excellence. Pour le territoire couvert par l'étude, ils sont estimés sur 3 ans à 270 salariés en poste et 330 nouveaux entrants
- Les métiers considérés à la fois comme stratégiques et en tension sont : Piqueur(se)-Mécanicien(ne), Coupeur(se), Metteur au point.
- Les savoir-faire les plus pertinents à développer sont par ordre décroissant : Connaissance de la matière première cuir – Coupe – Piquage.

### Un projet en cours de finalisation

Concernant la faisabilité et les principes généraux de l'organisation future du pôle, les consultations réalisées aboutissent aux préconisations suivantes :

- Un plateau technique (500m<sup>2</sup>) localisé dans une zone centrale, avec une possibilité d'hébergement, animé par un coordinateur.
- Des cursus de formation modulaires aux métiers de la chaussure et de la maroquinerie (piquage, coupe, maroquinier), avec une approche globale du cuir, les contenus étant

coproduits avec les entreprises : les formations de base devront être dispensées aux pôles et seront complétées par des apports plus spécifiques à chaque entreprise (selon les métiers et les techniques développées). Les parcours seront sanctionnés par des certifications chaque fois que possible.

- Le nombre prévisionnel de personnes à former s'élève à 90 dès 2014 pour atteindre 350 en cumulé sur 3 ans.
- Le projet devrait faire l'objet d'un dépôt de candidature à l'appel à projet (DGESCO) concernant le dispositif «Campus des métiers et qualifications»

**C**ompte-tenu de l'ambition du projet, le principal enjeu pour les partenaires formation emploi du territoire va consister à structurer une chaîne accueil-information-orientation des demandeurs d'emploi. Même si l'aire de recrutement du pôle de formation a vocation à déborder largement les limites du Nord-Dordogne, les entreprises locales insistent sur la nécessité de mobiliser la main d'œuvre disponible localement (rayon de 30 km) et, de ce fait, l'ensemble des dispositifs de droit commun contribuant à l'orientation professionnelle des publics.

### Les métiers du commerce en Dordogne

**U**n point de situation a été réalisé en commission formation au mois d'avril 2013 sur les besoins en compétences dans les métiers du commerce en Dordogne.

Selon l'enquête de conjoncture réalisée par la chambre de commerce et d'industrie de la Dordogne, le commerce alimentaire résiste mieux à la crise que le commerce non alimentaire qui connaît une baisse de son activité beaucoup plus marquée. Cette tendance est confirmée par l'enquête sur les projets de recrutement menée par Pôle Emploi (BMO 2012) qui fait apparaître des opportunités plus nombreuses sur les emplois de grande distribution et des difficultés de recrutement sur les métiers de la vente de produits alimentaires frais, ceux de l'encadrement et des commerciaux.

Parallèlement, on observe une baisse de 23% des offres déposées à pôle emploi entre 2011 et 2012. C'est en vente spécialisée que la baisse est la plus forte (Végétaux et Sport).



Du fait de la baisse globale des offres déposées les rapports de tension s'estompent globalement. Si les offres sont moins nombreuses, il n'en reste pas moins que les entreprises ont des difficultés à recruter, notamment en milieu rural pour les petites et moyennes surfaces,

**Si les offres sont moins nombreuses, il n'en reste pas moins que les entreprises ont des difficultés à recruter**

car elles recherchent des profils polyvalents, avec des compétences doubles en vente alimentaire et sur d'autres postes (employé commercial ou hôte de caisse). On observe une tendance au sein de ces moyennes surfaces à moins recourir à des contrats saisonniers et utiliser les personnels en poste qui doivent, dès lors, se montrer de plus en plus polyvalents.

La polyvalence est également recherchée sur les nouveaux emplois proposés par les Drive, mais on observe surtout des reconversions de personnels existants sur des compétences associées de magasinier et d'employé commercial. Quelques créations d'emploi sont néanmoins proposées, notamment par le biais de l'alternance, qui peut majoritairement bénéficier à des jeunes.

**L**es métiers du commerce attirent globalement bien les publics et notamment les jeunes.

Dans les missions locales, un jeune sur cinq souhaite s'orienter dans les métiers du commerce.

Ils sont plus souvent orientés vers la formation en alternance très utilisée en Dordogne puisque 30% des contrats de professionnalisation du département portent sur des formations commerciales. Le commerce est le deuxième secteur derrière le bâtiment pour les contrats de professionnalisation dans le département. L'offre de formation initiale est également bien représentée avec plus d'une centaine de places sur le bac pro vente et commerce, une soixantaine sur des BTS et une centaine d'apprentis du CAP au BTS. L'offre de formation à destination des demandeurs d'emploi et des jeunes en Dordogne propose des formations complémentaires.

Sur les niveaux les plus élevés, le programme régional de formation propose une offre qualifiante de niveau III qui prépare à un titre de négociateur commercial ou technicien du commerce et vise des publics expérimentés et qualifiés dans un domaine technique qui souhaitent se reconvertir dans des fonctions commerciales.

De plus, et pour répondre en partie au besoin des rayons frais de grandes surfaces, le programme régional de formation (PRF) propose quelques parcours qualifiants dans les métiers de boucher, pâtissier, boulanger, en complément des sections d'apprentissage qui, depuis deux années, connaissent un regain d'intérêt. Mais le retard et les besoins en main d'œuvre sont tels qu'il faudra un certain temps pour trouver plus de publics qualifiés sur ces métiers.

Pour les publics de plus petits niveaux, le programme régional de formation propose une offre préqualifiante dans les métiers du commerce et de la grande distribution. Elle vise l'acquisition d'un premier niveau de compétences pour accéder à des postes d'employé de libre service ou hôte de caisse. Cette offre vise les publics les plus jeunes et les moins qualifiés, mais s'ils accèdent assez bien à un premier emploi de courte durée grâce à cette formation, ils ne continuent que rarement vers un premier niveau de qualification, même en alternance.

**L'**offre de formation dans les métiers du commerce a été, en 2012, complétée par Pôle emploi qui souhaite recentrer son offre sur les besoins en vente alimentaire en 2013. L'OPCA de la Branche, le FORCO, qui, en 2012, a pu mettre en place des POE Collectives en Aquitaine en amont de contrats pro, afin de limiter les taux de ruptures trop importants.

**E**n termes d'évolution de l'offre départementale de formation, l'enjeu auquel il conviendrait de répondre est celui de l'accès des publics à un premier niveau de qualification intégrant rapidement des compétences transversales (y compris en vente alimentaire) en préalable à des parcours visant l'obtention d'un titre, que ce soit sous la forme de l'alternance ou celle d'un parcours du programme régional de formation. Le rapprochement de l'offre de formation proposée par les financeurs publics avec l'OPCA afin d'identifier les opportunités de contrats en alternance doit être recherché comme une des clés de «sécurisation» des parcours proposés.

**Rapprocher l'offre de formation proposée par les financeurs publics avec l'OPCA afin d'identifier les opportunités de contrats en alternance**